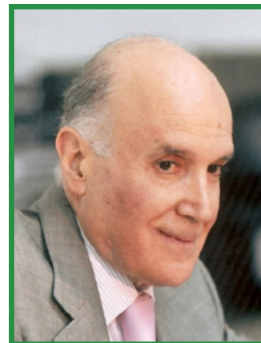


LA PLACE DES ONG DANS LE CHANGEMENT SOCIAL



**Intervention du
Dr Kamel Mohanna**
Président et fondateur
de l'association Amel
International - Liban
Coordinateur général du
Collectif des ONG libanaises
et arabes
Pédiatre, Professeur à
l'Université Libanaise

Aujourd'hui, nous vivons une ère où sociétés civiles et **ONG jouent un rôle déterminant et essentiel en réponse aux mutations politiques, économiques et sociales suite à la chute de l'Union soviétique et du mur de Berlin, à l'avènement de l'économie du marché et à l'affaiblissement du rôle de l'Etat.**

Le monde associatif ou « troisième système » tel que les Nations-Unies l'ont « baptisé » représente l'intermédiaire privilégié entre les Etats et les populations et symbolise la voix des peuples qui leur permettent d'exprimer leurs opinions, de répondre à leurs besoins et de gérer leurs vies.

Aussi, ce « troisième système » occupe une place fondamentale dans l'action sociale des pays développés; c'est l'acteur par excellence **pour le changement social.**

Dans les pays du Nord, ce secteur est très efficace. Aux Etats-Unis par exemple, quelques 1,400 millions d'associations à but non lucratif figurent dans ce secteur avec des budgets d'approximativement 500 milliards de dollars et permet d'assurer plus de 10% des opportunités d'emploi.

La place déterminante des ONG a d'ailleurs évolué dans la cadre de la coopération internationale et représente actuellement quelques 25 milliards de dollars.

Dans les pays du Sud, on peut noter aussi l'essor de l'action **du secteur associatif** durant les décennies 80 et 90. Ce même secteur intervenait de plus en plus en réponse aux

besoins des populations auxquels les Etats ne répondaient plus suite aux politiques d'ajustement structurels.

Cette situation a provoqué la naissance de **réseaux internationaux** rassemblant les représentants du « troisième secteur » du Nord et du Sud. Néanmoins, ces réseaux n'ont pas encore la force attendue et le grand défi pour les ONG du Nord et du Sud **reste celui de prouver leur efficacité.**

Les différentes conférences internationales rassemblant les ONG et représentants des sociétés civiles du Nord et du Sud (Seattle, Davos, Porto Allègre...) traduisent l'appréhension des sociétés civiles face à l'affaiblissement du rôle des Etats en matière d'assurer les droits fondamentaux. Cela a d'ailleurs eu un impact sur la légitimité et la crédibilité des Etats de plus en plus démissionnaires par rapport à leurs obligations.

Dans les pays du Sud, le secteur associatif est très actif. Concernant les pays du Nord, un engagement sincère et sans condition a caractérisé le même secteur durant les 40 dernières années. Néanmoins, les volontaires animés par une solidarité et un engagement exemplaires ont laissé leur place à des « professionnels ».

Aujourd'hui, les bailleurs internationaux financent des projets sans pour autant **être animés par des motivations de solidarité!** Le nouvel ordre mondial est censé devoir assurer la justice sociale et l'égalité, la démocratie et le développement. Cependant nous vivons dans un monde où face à un accroissement des discours et des institutions prônant les droits de l'Homme, la justice sociale et le développement, 30 millions de personnes meurent de faim chaque année, le taux du chômage est en augmentation permanente, l'immigration clandestine, le travail des enfants, la marginalisation de pans entiers de la population, la violence et l'insécurité, l'intégrisme, la pollution, différents trafics...

Cette situation nous pousse à conclure le fait que nous sommes dans une crise dénoncée lors de la conférence de Copenhague en 1995 dont le rapport final déclarait

« l'impossibilité pour l'humanité de vivre dans un monde que nous pourrions laisser à nos enfants et dans lequel nous n'aimerions pas vivre » !

Toujours dans le cadre de cette même conférence, le **Président français de l'époque, M. François Mitterrand** avait bien déclaré « Sommes-nous réellement prêts à assumer nos responsabilités ou sommes-nous en train de faire la comédie devant le monde entier ? »

Il donna alors l'exemple des Etats-Unis qui consacraient une part importante de leur budget à l'armement face à un très petit pourcentage à l'aide internationale.

Le discours de l'époque nous laisse toucher du doigt la gravité de la situation puisque les grandes puissances ont ce genre de politique, **comment espérer qu'elles songent sincèrement à contribuer au développement des pays du Sud ?**

Le nouvel ordre mondial et la mondialisation ont non seulement eut des effets sur l'économie mondiale et le social mais aussi sur les concepts géostratégiques et politiques comme l'Etat, **la souveraineté, la démocratie, les frontières... car la mondialisation porte atteinte à l'identité des Etats et à leur souveraineté.**

Les problèmes créés sont alors sources **d'intégrisme, d'extrémisme, de xénophobie** et de **racisme.** En Afrique, des peuples entiers courent le risque de disparaître carrément; en Palestine où l'occupation et la construction de nouvelles colonies continuent malgré le fait que de nombreuses résolutions internationales dictent la protection des droits légitimes du peuple palestinien...

Aussi, les conférences et réunions internationales sur les thèmes du développement, des droits humains et de la sécurité ne font qu'augmenter. Elles se concluent par des « déclarations de principes » stériles.

Aussi, les ONG et la société civile doivent agir pour un renforcement des capacités des populations (empowerment: service, développement, culture de Droit) car c'est au niveau du savoir et des connaissances que se trouve la voie vers le changement social et non au niveau de la force qui représente actuellement la loi dominante ! Aussi, elles doivent être contre toute forme d'intégrisme qui promet aux peuples un retour au « paradis perdu » sans présenter de solutions réelles. Par ailleurs, la mondialisation qui promet aux populations un avenir prospère est aussi une forme d'intégrisme puisqu'il est question de « paradis

promis » et éphémère dans l'intérêt des riches et des nantis uniquement.

Face à cette situation, que peut-on faire au sein de la société civile des pays du Nord et du Sud ?

Je dois dire que je suis heureux de lire dans la brochure de présentation de cette réunion:

[« **Faire avec** » plutôt que « **faire pour** », tel est l'enjeu]. En effet, je pense que cet adage est le principe sur lequel nous devons réfléchir et travailler ensemble pour contrer les obstacles qui entravent notre action.

Aussi, le partenariat solidaire entre ONG du Nord et du Sud est une condition pour mener notre action avec toutes les chances de notre côté. Ce partenariat qui suppose un **réel partage de l'autorité, un investissement commun des ressources et le partage des responsabilités et de l'obligation de rendre des comptes.** En d'autres termes, il ne peut y avoir d'action efficace et concrète en faveur **d'un changement social positif sans un partenariat réel et solidaire,** s'il y a des motivations cachées, si l'entente n'est qu'apparente, si le partenariat n'a été établi que pour les apparences, si un des partenaires détient tous les pouvoirs et qu'il dirige le processus et enfin s'il n'y a pas de partage des responsabilités et de l'obligation de rendre des comptes.

A cet effet, le dialogue, la discussion et la négociation sont des éléments majeurs dans toute forme de partenariat et je pense que cette réunion nous permet d'échanger et de dialoguer pour parvenir à un terrain d'entente et nous permettre d'agir ensemble pour un véritable changement social. Si nous retenons du changement social la définition de Guy Rocher (sociologue canadien): « c'est toute transformation observable dans le temps, qui affecte d'une manière qui ne soit pas que provisoire ou éphémère, la structure et le fonctionnement de l'organisation sociale d'une collectivité donnée et modifie le cours de son histoire ».

Les ONG et les sociétés civiles en général jouent un rôle essentiel et déterminant dans le processus de changement social.

Elles sont par définition **opposées au pouvoir et engagées en faveur d'un changement social positif.**

Dans ce sens, il est nécessaire de concevoir un partenariat solidaire et stratégique entre ONG du Nord et du Sud car il est la clé de voûte du changement positif.

Pour cela, il faut commencer par considérer toutes les ONG comme **égales.** Les capacités et l'engagement des unes et des autres ainsi que leur **savoir-faire** et le **savoir-être** sont les bases d'un partenariat qui leur permettrait

d'atteindre un objectif commun: **un monde plus juste, plus équitable et plus humain.**

Par «savoir-être» et «savoir-faire», et «faire avec» plutôt que «faire pour», il faut entendre une réponse à la situation actuelle où les ONG deviennent de plus en plus **professionnalisées et technicistes**, souvent au détriment de l'engagement solidaire et sincère et du militantisme.

Bref aperçu de la situation dans le monde arabe:

Comme vous le savez, le monde arabe vit actuellement une phase transitoire qui reste néanmoins porteuse de nombreux questionnements quant à son aboutissement et la portée du changement qu'elle prépare.

Cette révolte des peuples est née entre autre à cause du chômage des jeunes. Plus de 65% de la population a moins de 25 ans, et le chômage tourne autour de 28% et va au-delà de 31% pour les femmes.

En bref, c'est la situation économique, sociale et politique de pays qui n'offrent aux jeunes aucune perspective qui a provoqué les mouvements de contestation et de révolte.

Ils l'ont déclaré: ils n'accepteront plus l'humiliation, la dictature, la privation de leurs droits fondamentaux et ne resteront plus à la merci des dictatures et du joug des multinationales et des intérêts occidentaux. Ils aspirent à un monde arabe plus juste où ils ont le droit de vivre dignement et où la cause palestinienne est soutenue, où les Palestiniens peuvent vivre dignement sur leur terre.

Il semble important de rappeler que le monde arabe traverse une phase transitoire qui peut durer des décennies étant donné la gravité de la situation interne de chaque pays et l'immensité des défis à relever: emploi, services et infrastructure, logement, etc.

Aussi, nous pouvons nous poser la question de savoir quel aboutissement aura cette transition: le mieux ou le pire ?

En guise de réponse, nous pouvons affirmer que le fait que cette phase soit prise en charge par des jeunes qui ont eu le courage de se révolter contre des régimes despotiques qui détenaient le pouvoir absolu pendant des décennies est un indicateur positif qui a d'ailleurs inspiré le mouvement des « indignés ».

Aussi, l'engagement des sociétés civiles et des ONG du Sud et du Nord qui sont des acteurs privilégiés de cette nouvelle donne nous laisse penser que le monde va changer... positivement, pour un monde plus juste et plus humain. Il faut rappeler le fait que la Palestine sans avoir participé à ces mouvements, n'a jamais été oubliée ni marginalisée. Au contraire, elle est constamment évoquée et son peuple a toute la solidarité des manifestants.

Le rôle des ONG et de la société civile: le cas de Amel International Amel est une ONG libanaise née en 1979 alors que le Liban vivait une guerre tragique qui dura plus de 15 ans.

Depuis sa création en situation d'urgence, l'association a su préserver son indépendance et son identité propre. Sa capacité d'être pendant plus de trente ans, acteur dans toutes les régions est en soi un exploit. Outre son intervention d'urgence, l'association orientait déjà son action vers les projets de développement. Aujourd'hui encore, alors que la situation au Liban reste instable et la vie quotidienne toujours marquée par des divisions communautaires, Amel poursuit son engagement en faveur de l'égalité et du droit de tous à s'exprimer et à vivre dignement dans des régions pourtant contrôlées par des mouvements opposés à ces valeurs.

Amel s'est étendue sur l'ensemble du territoire libanais, indépendante des mouvements politiques et /ou confessionnels et créant un courant parallèle entièrement dévoué au développement équilibré, au dialogue et à l'acceptation de l'Autre puisque tous et un chacun veulent atteindre le même objectif: vivre mieux, loin des inégalités et de l'injustice.

La vision de l'association Amel est basée sur une approche participative et respectueuse des droits de chacun conduisant à l'autonomie économique et sociale des populations locales.

C'est dans ce sens que l'association a adopté la devise «Pensée positive et optimisme permanent» afin de réunir les efforts de chacun et pour que les discours se concrétisent en action sur le terrain. Sa stratégie s'appuie sur des programmes de développement qui aboutissent au renforcement de la culture de droit et du concept d'appartenance citoyenne; une appartenance qui tend vers la promotion des droits civils de tous les citoyens sans distinction confessionnelle, socio-économique ou politique.

Ainsi Amel a opté pour s'engager avec les citoyens tout en dialoguant continuellement avec les autorités politiques et avec tous les partenaires actifs et potentiels.

C'est en travaillant directement sur le terrain avec et aux côtés des populations qu'elle a pu créer un lien de confiance et perdurer.

En fait, nous sommes convaincus que le changement est possible à condition d'être conscient de son caractère complexe et long, de lui baliser la voie en adoptant l'approche du cumul des expériences, la valorisation des ressources et de maintenir un esprit positif et fédérateur.

L'association Amel a toujours abordé la réalité avec un esprit positif et constructif en se basant sur l'humanité de

l'Homme et l'inhérence de ses droits fondamentaux, avec pour maître mot le dialogue dans le respect, la tolérance, la reconnaissance et le respect de l'Autre, valeurs indispensables à toute démarche visant le changement.

En sa qualité d'association porteuse de valeurs humaines, Amel a toujours pris part à la promotion des **droits de l'Homme et des droits civiques**. C'est une association qui travaille beaucoup avec les jeunes et les enfants dans le but de renforcer leur connaissance des **droits fondamentaux** et leur capacité à s'engager comme acteurs fondamentaux dans la société civile.

Armée de la théorie des «3P», **des Principes qui définissent une Position que l'on met en Pratique**, Amel vise l'édification d'un Liban prospère et démocratique où toute la population, quelle que soit sa confession, son idéologie politique, son niveau socio-économique puisse vivre dans l'harmonie; un Liban où la citoyenneté serait un concept vécu et partagé par tous, et où les droits fon-

damentaux seraient assurés par un Etat de droit qui permettrait à ses citoyens de vivre dignement, libres de penser, de croire, de circuler et de s'exprimer. Un Etat actif et engagé dans la réponse aux besoins des citoyens et envers lequel les associations et les membres de la société civile assumeraient le rôle de force de pression pour qu'il assure efficacement sa mission.

Par ailleurs, j'aimerais signaler le fait que l'association Amel a désormais le statut d'ONG internationale. L'objectif de cette démarche est de renouer, via des connexions avec des sociétés civiles amies des hémisphères nord et sud avec le but d'œuvrer pour les **intérêts des peuples**, de s'engager dans les causes justes, avec pour moteur et objectif l'individu. A ce titre, Amel a mis en place des projets de partenariats avec différentes associations en Egypte, Jordanie... Elle a opté pour ce fait justement afin d'être en mesure de mieux collaborer avec des partenaires du Sud et du Nord.

Amel prône un partenariat solidaire et engagé pour les causes justes des peuples, à l'abri du **sur-technicisme**, de la **sur-médiatisation**, du «**charity business**», et égale-

ment des GONGO (Gouvernemental NGO) et des BONGO (Business Oriented NGO) ! Il est temps de parvenir à un partenariat **d'égal à égal**, un partenariat juste entre le Nord et le Sud, basé sur des valeurs humanistes afin de bâtir un futur solidaire et équitable.

Cela implique l'urgence d'une **solidarisation des sociétés civiles et des ONG du Nord et du Sud**, à savoir le «**faire**» et le «**savoir**» avec «**l'être**» et l'«**amour**».

Les opportunités comme celle offerte aujourd'hui pour dialoguer entre nous (représentants des ONG du Sud et du Nord), **la pensée positive et l'optimisme permanent** me permettent d'être positif. Aussi, il est clair et certain que les nouvelles générations n'accepteront pas les inégalités, l'humiliation ni leur privation de leurs droits fondamentaux. Amel International est engagée dans cette voie et en collaboration avec les ONG du Nord (comme MdM), en acteurs solidaires et avec une approche d'égal à égal, nous pouvons travailler ensemble à travers un partenariat réel et solidaire, pour un monde plus juste et simplement plus humain.

Il est urgent de se libérer de la manie du recommencement



infini et de reconnaître et respecter les expériences menées par l'Autre, ses points forts et ses erreurs et de faire de même avec nos propres expériences.

Je maintiens ma conviction sur le fait que le changement est possible et je me permets d'avancer la crédibilité de cette thèse car elle est le fruit de l'expérience de l'association Amel que je gère avec une équipe qui m'a soutenu dans sa validation car c'est ensemble que nous avons vécu l'intérêt de la pensée positive, la valorisation des ressources et le dialogue permanent dans la tolérance et le respect mutuel. Mettre à nu nos expériences et les évaluer pour en retenir les points forts et éliminer les lacunes représente un acte de courage qui nous permettra d'envisager l'avenir avec sérénité et de proposer les réformes qui émaneraient de notre réalité.

Amel et ses partenaires du Nord :

Comme je l'ai dit, avec 40 ans d'expérience sur le terrain, j'ai eu l'opportunité de voir et connaître de nombreux «partenariats». Aujourd'hui, en 2012, j'arrive à la conclusion suivante :

Les ONG du Nord qui interviennent au Liban fournissent des services et n'agissent pas en partenaires. En fait, elles n'ont pas confiance aux ONG locales et prétendent détenir la vérité; elles sont sur-technicistes et imposent des méthodes et méthodologies d'action complexes sans pour autant être efficaces.

Sur le plan financier, elles dépensent des ressources fara-mineuses. Par exemple, une ONG internationale connue a quelques 90 employés et a carrément loué un hôtel!

Dans les situations d'urgence comme celle vécue actuellement à cause de la présence de réfugiés syriens, les ONG du Nord perdent du temps à étudier les besoins et à les discuter en réunions; plus d'un mois a été perdu ainsi! Une somme importante a été dépensée dans les frais de voyage, d'hébergement, les per-diem etc.

Leur problème est plus d'ordre administratif et logistique que le développement ou l'aide d'urgence.

La mondialisation a provoqué disparition de l'Etat-providence et la naissance du troisième système sur-professionnalisé et sur-techniciste. La majorité des ONG du Nord se sont alors engagées à appliquer à la lettre les agendas des bailleurs qui en réalité ne servent pas l'intérêt des peuples. En outre, ces mêmes ONG reproduisent la même démarche coercitive envers leurs partenaires du Sud. C'est ainsi que nous nous pouvons avancer que dans le contexte de la mondialisation et des rapports de force

inégaux entre le Nord et le Sud, les relations de partenariat reflètent ce rapport de force.

La situation des peuples aussi bien dans l'hémisphère Sud que dans l'hémisphère Nord est tragique. Il est temps d'agir pour mettre un terme à un monde d'injustice et d'inégalité où 20% de sa population bénéficie de 80% de ses richesses (et sur les 20% uniquement 2% détiendrait 80% des richesses). Il y a 20 ans, le monde comptait 400 millions de pauvres et 10 milliardaires.

Aujourd'hui, il y a 2 milliards de pauvres et 100 milliardaires. C'est un monde dans lequel l'intégrisme et l'extrémisme constituent la réponse des mécontents et des indignés.

Si l'action humanitaire qui a commencé dans la foulée des guerres mondiales, s'est liée dans les années 70 et 80 aux causes justes, avant de revêtir un aspect technique dépendant essentiellement des bailleurs, elle doit aujourd'hui revêtir une plus grande solidarité avec les causes justes des peuples sans oublier la cause palestinienne.

Les ONG et les sociétés civiles du Sud et du Nord doivent absolument se mobiliser. Aussi, il est urgent de développer le dialogue entre les différents partenaires comme nous le faisons ici et maintenant pour construire ensemble des relations équitables et efficaces et prendre conjointement les décisions appropriées pour rendre à l'Homme son humanité et lui reconnaître ses droits de vie dans la dignité et la décence.

Finalement, j'aimerais rappeler que j'ai intervenu pour les 30 ans de MdM et me voilà à l'occasion de l'assemblée Générale, pour vous réitérer mes meilleurs vœux de bonne continuation; ce qui renforce mon sentiment d'appartenance à la famille de militants que nous formons tous aujourd'hui. C'est sur cette base de solidarité et dans cette ambiance qu'il faut poursuivre nos efforts d'entraide et de collaboration.

A cette occasion, un Grand Merci à tous les militants de MdM et de Amel, avec qui toutes les réalisations ont été faites. Aussi, mes remerciements et mes salutations les plus sincères à tous les responsables qui se sont succédé et que j'ai l'honneur d'avoir côtoyés sur le terrain personnellement, avec qui des relations humaines et des amitiés se sont forgées au fil des années.

C'est grâce à ces relations et cette bonne entente que notre partenariat s'est développé et a traversé les années et les décennies. Ce partenariat MdM-AMEL pourrait être le point de départ d'un partenariat Nord/Sud afin de lutter pour un monde plus juste et plus humain.